



## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE CONTRÔLE TECHNIQUE**

---











**Mission de Contrôle technique pour une opération  
consistant au remplacement de la GTB, d'installation  
de panneaux photovoltaïques et de bornes IRVE  
pour la Caf de l'Isère**

---

N° du CCP : 2025CAF38L09A

**Caf de l'Isère**  
3 Rue des alliés  
TSA 38429  
38051 GRENOBLE CEDEX 9

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Mission de Contrôle technique pour une opération consistant au remplacement de la GTB, d'installation de panneaux photovoltaïques et de bornes IRVE pour la Caf de l'Isère
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	25 mois
	<b>Reconduction</b>	
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Conduite d'opération .....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	5
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
5 - Missions .....	6
6 - Durée et délais d'exécution .....	7
6.1 - Durée du contrat .....	7
7 - Prix .....	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
7.2 - Modalités de variation des prix .....	7
8 - Garanties Financières .....	8
9 - Avance .....	8
10 - Modalités de règlement des comptes .....	8
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
10.3 - Délai global de paiement .....	9
10.4 - Paiement des cotraitants .....	9
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	10
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	10
11.1 - Présentation des livrables .....	10
11.2 - Modifications techniques .....	11
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	11
12 - Développement durable .....	11
13 - Constatation de l'exécution des prestations .....	11
13.1 - Vérifications .....	11
14 - Garantie des prestations .....	11
15 - Pénalités .....	12
15.1 - Pénalités de retard .....	12
15.2 - Autres pénalités spécifiques .....	12
16 - Assurances .....	12
17 - Résiliation du contrat .....	13
17.1 - Conditions de résiliation .....	13
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
18 - Règlement des litiges et langues .....	13
19 - Clauses complémentaires .....	13
20 - Clauses techniques particulières .....	14
21 - Dérogations .....	14

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Conformément à l'article L.125-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les stipulations du présent Cahier des clauses particulières concernent la réalisation d'une mission de contrôle technique (CT).

### **Mission de Contrôle technique pour une opération consistant au remplacement de la GTB, d'installation de panneaux photovoltaïques et de bornes IRVE pour la Caf de l'Isère**

Afin d'améliorer la performance thermique et énergétique du bâtiment de la Caf de l'Isère situé 3 rue des alliés à Grenoble, la Caf de l'Isère souhaite confier une Mission de Contrôle technique pour réaliser les travaux suivants :

- Remplacement intégral de la GTB
- Mise en place de panneaux photovoltaïques
- Mise en place de bornes de recharges électriques sur 5 % des places de stationnement et selon le descriptif du programme technique réalisé par l'Ucanss.

L'opération est principalement financée par la Cnaf, qui confirme sa participation après analyse du dossier d'avant-projet (APD).

Les travaux seront réalisés en site occupé, toutes les mesures nécessaires devront être prise pour ceux -ci ne puissent gêner les utilisateurs. Les travaux sur le TGBT seront à prévoir les samedis. Le site ne pourra subir aucune coupure électrique durant les heures travaillées. Le budget des travaux est estimé à 600 000 € HT.

Lieu(x) d'exécution :

3 rue des allés  
TSA 38429

38100 Grenoble

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du CCTG au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 5 phases définies comme suit :

Phase(s)	Désignation
P1	Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique - RICT
P2	Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants
P3	Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants
P4	Etablissement du rapport final de contrôle technique avant réception RFCT
P5	Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le programme Technique de l'opération
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 Mai 1999
- La norme AFNOR P03-100
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Les pièces évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions de vente (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où des conditions plus favorables aux intérêts du pouvoir adjudicateur, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre sera désigné ultérieurement.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Missions de base : APS - APD - PRO - ACT - EXE - DET - AOR  
Missions complémentaires : DIA - OPC - SSI.

### 3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseur au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, fichiers et décisions dont il aura la connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre. Le titulaire s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents/informations/de données sur

quelque support que ce soit à des tiers sans l'accord préalable de l'organisme. Le titulaire s'engage à restituer à l'organisme à l'issue de sa prestation ou en cas de résiliation, tous les documents cités sus cités ainsi que leur reproduction. Le non-respect de ces dispositions expose les contrevenants à des poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre. En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat

Les prestations sont soumises aux mesures de sécurité suivantes :

**Laïcité et neutralité** Le titulaire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment à l'article relatif à la neutralité et laïcité. Il est rappelé au titulaire du marché qu'il est de sa responsabilité de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché. Si nécessaire, le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Mission(s)	Désignation
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
S	Sécurité des personnes dans les constructions
LE	Solidité des existants
STI	Sécurité dans les immeubles des secteurs tertiaire ou industriel
SEI	Sécurité dans les immeubles recevant du public (ERP) ou de grande hauteur (IGH)
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
ATT HAND	Réalisation attestation de vérification accessibilité aux personnes handicapées Réalisation de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
Av	Stabilité des avoisinants
F	Fonctionnement des installations
GTB	Gestion technique du bâtiment
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
PV	Récolement des procès-verbaux des essais et vérifications d'autocontrôle Récolement des procès-verbaux des essais et vérifications d'autocontrôle
VIEL	Vérification initiale des installations électriques au titre du code du travail (VIEL)

Mission(s)	Désignation
CONSUEL	Vérification de conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension (CONSUEL)

Le contrôleur intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

La durée prévisionnelle des travaux est estimée à environ 15 mois mais la mission de la Maitrise d'œuvre, en phase conception est estimée à 15 mois du fait que certaines missions de la MOE doivent être soumis à la CNAF, principalement financier de ce projet de travaux et à l'Ucanss qui accompagne la maîtrise d'ouvrage.

**En conséquence, votre mission démarrera dès que la MOE aura transmis l'APS.**

**C'est pourquoi, un ordre de service sera notifié pour vous transmettre la réception de l'APS pour avis et commençant ainsi votre mission de contrôle technique.**

Les modalités de prolongation des délais sont les suivantes :

Dans le cas où la durée effective des travaux serait supérieure à la durée estimée sans responsabilité du titulaire, ce dernier pourra prétendre à une rémunération supplémentaire. Cette dernière prendra la forme d'une modification de contrat (type avenant).

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix global forfaitaire comprend tous les éléments de mission/phase demandées pour réaliser l'opération de travaux et selon l'annexe de l'acte d'engagement.

Ces prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de la prestation, les réunions ou visites à réaliser ainsi que la remise du livrable associé. Ils comprennent tous les frais afférents à l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à ladite mission, telles que la préparation, l'assistance, l'organisation de tous documents, les réunions, tous les frais de déplacement, d'hébergement et de repas inclus ou autres frais éventuels nécessaires à l'exécution des missions prévues au cahier des charges.

Ces prix sont, par ailleurs, réputés tenir compte des sujétions induites par les prescriptions légales et réglementaires en vigueur à la date d'établissement du prix du présent marché.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 03/2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Le calcul de la révision des prix est pris en charge et à l'initiative du titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de la révision réalisée. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la révision de prix à la date d'anniversaire du marché.

La révision des prix ne pourra pas être rétroactive, elle sera uniquement applicable sur la période de reconduction à venir.

Si un indice vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

## 8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;



- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;

Les demandes de paiement devront parvenir sur chorus pro

**siret Caf Isère : 535 373 071 00015**

ou à l'adresse suivante :

Caf de l'Isère

Pôle achats/marchés

3 Rue des Alliés

TSA 38429

38051 GRENOBLE CEDEX 9

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu par la Caf. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par courriel ou fax. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par la Caf, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours, ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

## **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **11 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux -ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
  - informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
  - donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

### **11.1 - Présentation des livrables**

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Tous comptes-rendus, rapports ou interventions doivent être adressés impérativement à l'adresse suivante :

achats-patrimoine@caf38.caf.fr

Le titulaire devra remettre 1 exemplaire(s) de chaque livrable demandé dans le cadre du présent contrat.

Chaque livrable devra être remis dans un délai de 2 jours après visite ou éléments transmis.

### **11.2 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

### **11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phases ET Missions du prestataire définie au CCP.

## **12 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

## **13 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **13.1 - Vérifications**

Le pouvoir adjudicateur vérifie que les prestations exécutées, sont conformes aux prescriptions prévues aux cahiers des charges et à l'offre du titulaire.

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Tous les compte rendus, rapport ou intervention doivent être adressé à l'adresse suivante : [achats-patrimoine@caf38.caf.fr](mailto:achats-patrimoine@caf38.caf.fr)

Ces documents sont indispensables au paiement des factures à chaque demande pour justifier l'avancée des missions.

Ils devront être joints avec celles -ci.

Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à l'adresse suivante :

[achatspatrimoine@caf38.caf.fr](mailto:achatspatrimoine@caf38.caf.fr)

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés soit appropriée au projet.

**Les livrables attendus sont à minima :**

**-avis en phase APD**

**-un rapport initial de contrôle technique en phase PRO**

**-avis au moins mensuel en phase DET**

**-un rapport final de contrôle technique en phase AOR.**

Les vérifications seront effectuées par Le responsable logistique ou le responsable patrimoine.

## **14 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

Les travaux entrent dans le champ d'application de la garantie décennale, pour laquelle une attestation d'assurance spécifique est exigée.

Les travaux feront l'objet de la garantie biennale de bon fonctionnement, pour laquelle une attestation d'assurance spécifique est exigée.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison par élément de mission est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 20,00 € assortie d'un montant minimum de 150,00 €.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

L'ensemble des pénalités prévu au présent cahier des charges s'applique dès le 1er euro et sans mise en demeure.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
non transmission des docs/avis/rapport....	Journalière	20,00 €	par jour de retard à compter de la visite effectuée prévue ou obligatoire
personne responsable (ou remplaçant du projet différent de celui de l'offre remis	Forfaitaire	150,00 €	si le nom de la personne du projet est différent de celui mentionné dans la remise de l'offre ou/et ainsi que la personne remplaçante en cas d'absence, une pénalité forfaitaire de 150 € sera appliquée et par constat
absence aux réunions	Forfaitaire	100,00 €	par réunion (selon les fréquences indiquées sur AE) ou à la demande de la MOE ou de la Caf

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les

responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du marché, seul le tribunal du pouvoir adjudicateur est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **19 - Clauses complémentaires**

### **Changement dans la situation des parties**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à la Caf de l'Isère tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'autre partie.

Cette notification, lorsqu'elle est faite par le titulaire doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Dans l'hypothèse où le titulaire viendrait à disparaître par fusion avec une autre société, il est indiqué que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception par la Caf de l'Isère des documents énumérés ci-dessus.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, l'attributaire est informé que la Caf de l'Isère ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la Caf de l'Isère n'aurait pas eu connaissance.

Obligation du titulaire : Le titulaire du marché et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment à l'article 2.6 relatif à la neutralité et laïcité. Il est de la responsabilité du titulaire du marché de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande sans le cadre du marché. Le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

## 20 - Clauses techniques particulières

Il est précisé que le Moe réalisera une visite de chantier une fois par semaine au lancement de la phase travaux.

Le titulaire devra renseigner le nombre de visite minimum qu'il estime réaliser pour assurer sa mission, sans compter les visites où la MOE imposera la présence du contrôleur technique, titulaire de ce marché. Cette mention sera indiquée dans l'acte d'engagement.

**Il est précisé aussi qu'il convient en phase réalisation :**

- **participation à la première réunion de chantier**
  - **visite de chantier inopinée**
  - **participation à la réunion relative aux OPR**
- ou autres participations nécessaires au bon déroulement du projet.**

## 21 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 6.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 6.1 du CCP déroge à l'article 13.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16 du CCP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles

Pôle achats et marchés de la Caf de l'Isère

Le 22/01/2026

Lu et approuvé (signature)